

Recrudescence des violences meurtrières au Burundi

RFI, 21-03-2017 Au Burundi, le cadavre d'un officier supérieur, un colonel de la police, a été découvert lundi matin 20 mars dans l'enceinte d'une paroisse catholique de Bujumbura, alors qu'un autre corps avait été trouvé la veille dans la province voisine de Muramvya. Le porte-parole de la police a assuré sur twitter qu'une enquête était en cours, alors que la principale ligue des droits de l'homme du pays, qui a été interdite depuis le début de l'année, dénonce une recrudescence des violences et de la répression orchestrée par les forces de l'ordre au service d'un pouvoir dominé par l'ex-rébellion hutu du Cnnd-FDD, et qui se remarque dans la multiplication du nombre de cadavres qu'on retrouve chaque matin au bord de la route.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes selon la ligue Iteka : 22 cadavres retrouvés dans les rues ou les bois en janvier, 17 en février et déjà 24 rien que pour les trois premières semaines de mars. La plus ancienne ligue des droits de l'homme du Burundi, passée désormais dans la clandestinité, accuse le pouvoir burundais dominé par le parti issu de l'ex-rébellion hutu du Cnnd-FDD d'être derrière ces assassinats. La ligue Iteka explique que les victimes sont souvent enterrées précipitamment, mais elle a pu établir un profil de la plupart d'entre elles. « Beaucoup de fois, ces cadavres ne sont pas identifiés, témoigne son président, Anschaire Nikobamyé (...) Cette situation nous préoccupe énormément, c'est pourquoi chaque semaine nous crions à la communauté internationale pour qu'elle puisse intervenir. » Le premier vice-président burundais a réagi vivement à ces accusations. Gaston Sindimwo assure que « la sécurité est totale » et il dénonce à son tour une volonté de précipiter le Burundi dans un conflit ethnique de la part de ses détracteurs : « Cela sort de la bouche de ceux qui veulent plonger le Burundi dans le chaos, mettre l'huile sur le feu afin que le conflit ethnique puisse s'ériger au moment où nous enterrons ce que vous appelez conflit ethnique. Voilà, nous déplorons ces cas que nous observons ces jours-ci. C'est pourquoi nous allons mettre le paquet pour faire toute la lumière. » Quant à la demande d'une enquête indépendante, il ne veut pas en entendre parler. Le Burundi dit-il, a de bons enquêteurs.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});